



Le cyberactivisme à l'heure de la révolution tunisienne

Samia Mihoub

► **To cite this version:**

Samia Mihoub. Le cyberactivisme à l'heure de la révolution tunisienne. Archivio Antropologico Mediterraneo, 2011, 2 (13), pp.17-31. <sic_00678440>

HAL Id: sic_00678440

https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00678440

Submitted on 12 Mar 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ARCHIVIO
ANTROPOLOGICO
MEDITERRANEO

anno XII/XIII (2011), n. 13 (2)
ISSN 2038-3215



موش و قتل
الحرية ما عند هاد
وقت ... أعتقني!!!

ARCHIVIO ANTROPOLOGICO MEDITERRANEO on line

anno XII/XIII (2011), n. 13 (2)

SEMESTRALE DI SCIENZE UMANE

ISSN 2038-3215

Università degli Studi di Palermo
Dipartimento di Beni Culturali, Storico-Archeologici, Socio-Antropologici e Geografici
Sezione Antropologica

Direttore responsabile
GABRIELLA D'AGOSTINO

Comitato di redazione
SERGIO BONANZINGA, IGNAZIO E. BUTTITTA, GABRIELLA D'AGOSTINO, VINCENZO MATERA,
MATTEO MESCHIARI

Segreteria di redazione
DANIELA BONANNO, ALESSANDRO MANCUSO, ROSARIO PERRICONE, DAVIDE PORPORATO (*website*)

Impaginazione
ALBERTO MUSCO

Comitato scientifico

MARLÈNE ALBERT-LLORCA

Département de sociologie-ethnologie, Université de Toulouse 2-Le Mirail, France

ANTONIO ARIÑO VILLARROYA

Department of Sociology and Social Anthropology, University of Valencia, Spain

ANTONINO BUTTITTA

Università degli Studi di Palermo, Italy

IAIN CHAMBERS

Dipartimento di Studi Americani, Culturali e Linguistici, Università degli Studi di Napoli «L'Orientale», Italy

ALBERTO M. CIRESE (†)

Università degli Studi di Roma «La Sapienza», Italy

JEFFREY E. COLE

Department of Anthropology, Connecticut College, USA

JOÃO DE PINA-CABRAL

Institute of Social Sciences, University of Lisbon, Portugal

ALESSANDRO DURANTI

UCLA, Los Angeles, USA

KEVIN DWYER

Columbia University, New York, USA

DAVID D. GILMORE

Department of Anthropology, Stony Brook University, NY, USA

JOSÉ ANTONIO GONZÁLEZ ALCANTUD

University of Granada, Spain

ULF HANNERZ

Department of Social Anthropology, Stockholm University, Sweden

MOHAMED KERROU

Département des Sciences Politiques, Université de Tunis El Manar, Tunisia

MONDHER KILANI

Laboratoire d'Anthropologie Culturelle et Sociale, Université de Lausanne, Suisse

PETER LOIZOS

London School of Economics & Political Science, UK

ABDERRAHMANE MOUSSAOUI

Université de Provence, IDEMEC-CNRS, France

HASSAN RACHIK

University of Hassan II, Casablanca, Morocco

JANE SCHNEIDER

Ph. D. Program in Anthropology, Graduate Center, City University of New York, USA

PETER SCHNEIDER

Department of Sociology and Anthropology, Fordham University, USA

PAUL STOLLER

West Chester University, USA



UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI PALERMO
Dipartimento di Beni Culturali
Storico-Archeologici, Socio-Antropologici e Geografici
Sezione Antropologica



fondazione ignazio buttitta

Editoriale

5 Gabriella D'Agostino - Mondher Kilani, *Presentazione / Présentation*

Ragionare

9 Francesca Maria Corrao, *Arab Revolutions: The Cultural Background*

17 Samia Mihoub, *Le cyberactivisme à l'heure de la révolution tunisienne*

33 Seima Soussi, *Comment faire la révolution à l'heure d'internet?*
Regard sur le rôle des médias sociaux dans la révolution tunisienne

41 Nabih Jerad, *La révolution tunisienne: des slogans pour la démocratie aux enjeux de la langue*

Documentare

55 Emir Ben Ayed, *Luttes pour la liberté et la dignité. Témoignage post-révolutionnaire d'un photographe tunisien*

Raccontare

73 Mondher Kilani, *Une expérience de la révolution tunisienne.*
Réflexions recueillies par Gabriella D'Agostino

Ricercare

79 Habib Saidi, *Parcours de la mort subite d'une dictature: Tourisme de colère, façadisme corrompu et révolution touristique*

89 Paola Gandolfi, *Etnografie e lavori sul campo in Maghreb e in Marocco: prima e dopo le «rivoluzioni»*

105 Joni Aasi, *Israël face au Printemps arabe: La force des mouvements populaires*

115 Leggere - Vedere - Ascoltare

127 Abstracts

Le cyberactivisme à l'heure de la révolution tunisienne

Introduction

Nous proposons d'examiner la contribution du Web social dans l'enchaînement des événements qui vont mener à la chute du président Ben Ali le 14 janvier 2011. L'intérêt porté aux réseaux engage la réflexion sur l'individu, la mémoire et la citoyenneté. L'on sait d'après André Leroi-Gourhan (1965: 9) que l'histoire de la technique et de l'outillage est intimement liée à celle de la mémoire. En ce sens, l'outil libère la mémoire individuelle et celle-ci va se constituer en mémoire collective. Par conséquent, le cyberactivisme tel que nous l'avons observé sur le Web tunisien avant et pendant la révolution de janvier 2011 engage directement notre rapport à la mémoire, à la citoyenneté¹ et au collectif en tant qu'ensemble d'individus actants. Jusqu'à la fin des années 2000, le rôle qu'Internet pouvait jouer dans la résistance aux dictatures arabes était peu connu et incertain. Nos études ont mis l'accent sur la prégnance d'une pratique de l'évitement caractérisée par le recours systématique à l'autocensure de la part d'une large partie des internautes tunisiens (Mihoub 2010, 2008, 2005).

Cependant, nous avons également mis en évidence l'existence de fortes velléités de résistance ainsi qu'une répression excessive exercée à l'encontre des internautes par les agents de l'État. Fragmentés par la violence de la répression des surveillants du Web et de la police politique, les internautes œuvraient dans l'anonymat et souvent depuis l'étranger. Il semblait donc incertain de prédire si les actions de résistance et du cybermilitantisme pouvaient réellement aboutir à un changement politique et social quelconque. Toutefois, l'accélération des événements sociaux depuis le suicide du jeune Bouazizi a provoqué une escalade à laquelle les internautes ont pris part et ont pu renforcer leurs actions. Ils ont su aussi maintenir la pression et développer une meilleure stratégie de communication. De ce fait, notre immersion par l'observation participante et nos analyses des communications des groupes *Takriz*, *Tunisian Anonymous* et plus tard du *Parti pirate tunisien* sur *Facebook* et *Twitter* depuis le début des événements à la fin décembre 2010 ju-

squ'à la formation du gouvernement Béji Caïd Essebsi début mars 2011, nous ont permis de mettre en évidence le rôle joué par les internautes dans la diffusion des informations à l'échelle planétaire, la mobilisation des foules, l'orchestration des fuites d'informations, l'organisation et la réorientation des objectifs et des trajectoires des manifestations.

Par ailleurs, le rôle joué par les cybermilitants à travers les plateformes sociales et les sites Web pourtant censurés en Tunisie, a été pour le moins surprenant dans l'enchaînement des événements menant à la chute du régime Ben Ali tant la répression était forte sous ce pouvoir. Il est donc pertinent de s'interroger sur les moyens utilisés par les internautes afin de contourner cette répression, d'autant plus que durant la semaine qui a précédé la chute du régime, les arrestations d'internautes se sont accrues et la censure des sites Web s'est accentuée. Il convient également de s'interroger sur l'étendue de l'activité de ces cyberdissidents et d'analyser l'impact de leurs actions.

Notre objectif n'est pas d'imputer le mérite de la révolution aux cyberactivistes, mais de se pencher sur la contribution de ces collectifs dans l'escalade des événements qui ont mené à la révolution de janvier 2011 et par la suite à la formation du troisième gouvernement provisoire en mars 2011. Notre réflexion s'organise autour de trois parties. La première étudie les moyens de contournement de la répression du régime Ben Ali peu avant la révolution. La deuxième se penche sur les actions menées par le groupe *Takriz* et *Tunisian anonymous* durant les événements de décembre 2010 et janvier 2011. La troisième analyse la place qu'occupent désormais ces cyberdissidents dans la Tunisie post-révolution, notamment en mettant en évidence leur rôle dans la réappropriation de l'espace public, l'apprentissage et l'animation du débat public.

Le choix de nous intéresser à ces deux groupes se justifie d'abord par le fait que *Takriz*, malgré son langage et ses méthodes controversés, peut être considéré comme le groupe activiste le plus ancien sur le Web tunisien (né en 1998) et le mieux organisé alliant deux branches l'une active sur le réseau et l'autre dans la rue. Ce groupe se distingue aus-

si fortement des autres mouvements de résistance électronique en Tunisie par la constance dans la virulence de son discours contre la dictature de Ben Ali. Ensuite, notre intérêt pour les *Tunisian Anonymous*, entré en scène tardivement en Tunisie, s'explique par les attaques que ces pirates informatiques ont infligé aux sites Web des symboles de l'État benaliste en janvier 2011 (opération Tunisie) ce qui a permis de démystifier la toute puissance de ce régime et d'envoyer aux cyberactivistes tunisiens un message fort de soutien et d'encouragement à la résistance.

Enfin, le *Parti pirate tunisien* qui est sorti de l'ombre tout de suite après la révolution, représente tout comme le groupe-mère une nouveauté aussi bien dans la scène politique que cyberactiviste. Ce parti entend prendre part au jeu politique en demandant sa légalisation auprès des autorités tunisiennes post-révolution. Par ailleurs, les trois mouvements sont liés et coopèrent dans le cyberactivisme puisque *Takriz* a participé à la fondation du *Parti pirate tunisien* et est en étroite collaboration avec les *Tunisian Anonymous*. Les trois groupes partagent également le même rejet de la dictature benaliste², adhèrent à la même politique de l'anonymat (même si certains membres du *Parti pirate tunisien* affichent leur identité) ainsi qu'à la même idéologie de la désobéissance civile³, communiquent ensemble en échangeant informations et techniques de défense et sont unanimement solidaires avec *Wikileaks* et son fondateur Julian Assange.

La répression du Web sous Ben Ali. Surveillance et sanction

La Tunisie de Ben Ali était l'un des régimes les plus répressifs contre les internautes. La surveillance et la répression d'Internet depuis le milieu des années 90 ont été facilitées par la gestion de tout le trafic par un opérateur unique, représentant de l'État-parti. Les fournisseurs privés étaient obligés de fournir l'historique de navigation, les adresses IP et les éléments permettant l'identification des usagers chaque mois à l'ATI (Agence Tunisienne d'Internet). Les cybercafés sont contrôlés par l'État et les gérants doivent surveiller de près les navigations des internautes. En fait, la particularité de la répression réside d'abord dans une surveillance qui repose sur une hiérarchie représentative telle que l'État se trouve au sommet mais est continuellement représenté, ensuite sur la violence de la sanction. Dans son analyse du processus de la surveillance, Michel Foucault (1975: 179) souligne que

[...] s'il est vrai que la surveillance repose sur des individus, son fonctionnement est celui d'un réseau de

relations de haut en bas, mais aussi jusqu'à un certain point de bas en haut et latéralement; ce réseau fait «tenir» l'ensemble, et le traverse intégralement d'effets de pouvoir qui prennent appui les uns sur les autres: surveillants perpétuellement surveillés.

Les techniques les plus sophistiquées de contrôle du réseau étaient au service du régime qui usait par exemple de la *Deep Pack Inspection* technique qui permet non seulement de filtrer les contenus mais de détecter les contenus critiques en se servant de mots clés et de les supprimer. Le DPI est d'ailleurs responsable du ralentissement du trafic, phénomène dont les Tunisiens se plaignent constamment. La pratique du filtrage du contenu et du blocage de sites critiques est aussi courante. Le groupe «*Le 404 Not Found nuit gravement à l'image de Mon Pays*»⁴ est un groupe tunisien né sur *Facebook* en 2010 pour dénoncer la censure des sites Web. Plusieurs sites étaient constamment difficiles d'accès en Tunisie et pouvaient rester inaccessibles plusieurs semaines voire des mois⁵. De plus, les autorités recouraient aussi systématiquement au piratage des comptes et à l'envoi de messages de menaces et d'intimidation aux dissidents.

La sanction pour sa part a représenté un élément fort de dissuasion. C'est dans le cadre de la traque des internautes critiques que le blogueur Zouhayr Yahyaoui qui écrivait sous le pseudonyme *Ettounsi* sur son site *Tunezine*, a été arrêté en 2002, condamné à la prison et torturé. Il est décédé à l'âge de 37 ans des suites de la torture et de la grève de la faim qu'il a menée⁶. Ce qui est arrivé à Zouhayr Yahyaoui a été un signal fort du régime aux cyberactivistes. *Takriz* reconnaît avoir été traqué et obligé de cesser ses activités publiques sur le Web entre 2002 et 2009. Aussi, la dissuasion s'avère également un moyen très efficace de contrôle en ce sens qu'elle agit en amont afin de prévenir la «désobéissance». Toutefois, malgré les tensions et les conflits qui s'exprimaient à travers ce contexte, de nouvelles formes de résistance ne cessaient, paradoxalement, d'émerger. Dans ce contexte, les pratiques électroniques traduisaient la nature des rapports qui liaient les individus aux autorités, une dynamique de jeu au chat et à la souris. De ce fait, les espaces de dissidence exprimaient le désir des internautes de s'affranchir des contraintes et de se libérer de la tutelle de l'État-parti (Mihoub 2010: 109).

Takriz et le cyberactivisme

Sous Ben Ali, l'Internet militant était actif essentiellement depuis l'étranger. Ainsi, blogs et sites critiques sont principalement hébergés à l'extérieur de la Tunisie et les cyberactivistes eux-mêmes faisant partie de la diaspora (étudiants, immigrants,

opposants en exil...)⁷. Même si leur activisme était inaccessible aux tunisiens de l'intérieur, l'exil des cyberactivistes a été la meilleure stratégie de survie face à la répression du régime⁸. Ceux présents en Tunisie ont été persécutés. En outre, et malgré la surveillance et les sanctions, des pratiques de contournement sont intégrées au fur et à mesure que les tenants de l'Internet resserrent leur emprise sur le réseau.

Paradoxalement à la politique de censure et de répression, le régime a mis en place plusieurs mesures pour encourager les connexions résidentielles à haut débit. En effet, la baisse des tarifs de connexion et la généralisation des crédits pour l'achat d'ordinateurs a permis une nette hausse des taux de connexion résidentielles sur tout le territoire tunisien. Les statistiques officielles relèvent un taux avoisinant les 518.000 en 2011 (www.ati.tn). Selon ces statistiques, le nombre d'utilisateurs d'Internet en Tunisie s'élève à 4 millions (*Ibidem*). La mise en place de mesures facilitant l'acquisition d'ordinateurs a également encouragé les individus à se connecter. La multiplication des connexions résidentielles a encouragé les internautes à mieux sophisticationner leurs pratiques du réseau, ce qui était très difficile dans les Publinets. Par conséquent, les techniques de contournement de la répression et de la censure se sont aussi développées. Celles-ci vont des tactiques les plus classiques qui consistent à changer d'hébergeur, de serveurs intermédiaires ou *proxy*, des sites miroirs, jusqu'à l'utilisation des *anonymizers* et des serveurs de communication cryptée. *Takriz* et *Tunisian anonymous* publiaient régulièrement des manuels expliquant les méthodes de contournement de la censure⁹. *Takriz* reconnaît disposer d'un «serveur SILC de communication cryptée et d'un relais d'anonymisation TOR»¹⁰.

Même si la violence de la traque a réduit au silence plusieurs activistes, *Takriz* peut être considéré comme le groupe le plus virulent et le plus dynamique dans la contestation du régime de Ben Ali¹¹. C'est aussi le plus ancien mouvement cyberactiviste connu en Tunisie. Né en 1998, ce groupe se définit comme apolitique. Il est apparu d'abord sous forme de site Web ensuite de Web magazine et a investi les réseaux sociaux avec deux pages *Facebook* et *Twitter* et une tentative avortée de télévision en ligne (Tak TV). Plusieurs membres de l'organisation sont à l'étranger, d'autres sont en Tunisie. Les fondateurs soulignent que leur collectif «comporte une branche intelligence et contre-intelligence ainsi qu'un réseau de groupes d'action de terrain indépendants Takriz Network»¹². Des branches actives sont présentes dans plusieurs villes tunisiennes et sur *Facebook*: *Takriz Kairouan*, *Takriz Kasserine*, *Takriz Sidi Bouzid*, *Takriz Soliman*, etc. Selon les

deux créateurs du mouvement, *foetus* et *waterman*, *Takriz* la page Web, est née d'un sentiment de «ras-le-bol de jeunes tunisiens»¹³.

Précisant qu'ils sont issus des *hwem* (quartiers populaires), ils soulignent que les recrutements des membres se sont effectués essentiellement dans les stades lors des confrontations avec la police¹⁴. Les militants sont aussi recrutés dans les lycées et les universités. Le groupe privilégie un langage grossier et très virulent, d'ailleurs, souvent critiqué par le public. Cette virulence est selon nous visible à travers le terme *Takriz*, extrait de l'argot tunisien et qui est généralement traduit par: «ras-le-bol». Toutefois, «ras-le-bol» est ici un euphémisme face à un terme porteur d'une puissante charge de colère, de rejet et de perte de patience. *Takriz* est un mot grossier qui lorsqu'il est prononcé, signifie que toute tolérance est épuisée. Une charge de violence aussi est contenue dans ce mot qui reflète certains traits caractéristiques du groupe, qui allie l'idéologie de l'action violente à la grossièreté populaire.

Takriz se targue d'avoir des milliers de militants présents partout en Tunisie et dans 12 pays étrangers¹⁵. L'analyse de la charte du site nous permet de les qualifier de révolutionnaire¹⁶. Leur objectif était au début de critiquer les défauts de la société tunisienne (clientélisme, népotisme, corruption, tabous sexuels, etc.). Le mouvement a rapidement évolué entre 2000 et 2002 pour s'attaquer à la classe politique et à Ben Ali spécifiquement dont il dénonçait la corruption, l'autoritarisme, la torture, la répression de la liberté d'expression, etc. Le groupe considère que leur survie sous le régime Ben Ali relève de la «prouesse technique»¹⁷. En effet, la page Web et le magazine *Takriz* ont été censurés par les autorités tunisiennes en 2002. *Takriz* s'est retiré de l'action publique et est réapparu en 2009 sur *Facebook* et sur *Twitter*. Le Web magazine est également réapparu à cette date. Poursuivis depuis les années 2000, les membres du groupe se faisaient de plus en plus discrets. Une brève étude du contenu de la page Web nous a permis en 2004 de démontrer son activisme dans la contestation de l'ordre social et politique de la Tunisie de Ben Ali (Mihoub 2005).

Anonymous pour sa part est un groupe international de pirates informatiques anonymes, apparu en 2008. Ce collectif est composé de plusieurs communautés dont l'activisme est consacré à la défense de la liberté d'expression à tout prix. Qualifiés d'«anarchistes aux contours flous», leurs actions se présentent sous forme d'attaques informatiques¹⁸. Ils ont lancé en 2008 une attaque contre plusieurs sites de l'église de Scientologie en les rendant indisponibles¹⁹. Ils ont également attaqué en 2011 les serveurs Web de *Paypal*, *Mastercard* et *Visa*, lorsque ces institutions ont décidé de boycotter *Wikileaks*,

avec lequel ils sont solidaires.

En analysant les slogans de *Takriz: Nous faisons les révolutions, We make revolutions, Takriz Ergo Sum*, ou encore ACAB (*All Cops Are Bastards*), il est possible de souligner qu'à l'instar du collectif *Anonymous*, *Takriz* conçoit son activisme dans un sens révolutionnaire et se positionne directement à l'encontre de l'ordre établi et de la police qualifiée de «corrompue» et de «tortionnaire». Cependant, il convient de noter le radicalisme de ce groupe qui revendique un recours à la violence légitime mais s'inscrit également dans une logique de la désobéissance civile (Arendt 1972: 55-111). Par ailleurs, l'action collective menée aussi bien par *Takriz* que par *Tunisian Anonymous* renvoie à la définition donnée par Arendt de la désobéissance civile qui est d'abord et avant tout une action de groupe, de communauté et une résistance à la répression (*Ibidem*). Il est également pertinent de relever que le fonctionnement des deux organisations (*Takriz* et de *Tunisian Anonymous*) n'est pas identique. La philosophie de l'anonymat est toutefois un élément partagé entre eux. Plusieurs publications relayées par *Takriz* permettent de constater son étroite coopération avec *Tunisian Anonymous*, ce qui indique que les deux mouvements partagent les mêmes convictions, objectifs et actions²⁰.

Prémices d'une démonstration de force

Au-delà de la réaction de l'autocensure par évitement, largement répandue dans le cyberspace tunisien, une désobéissance électronique tentait donc tant bien que mal de survivre et de gagner un plus grand nombre de soutien en Tunisie et à l'étranger. Visible notamment dans un activisme au sein de la blogosphère (*Tunisian girl, Nawaat.org*) et dans quelques pages Web interdites depuis la Tunisie, on y comptait quelques figures et partis politiques interdits, des mouvements citoyens, des médias électroniques (*Kalima Tunisie, TuneZine, Réveil tunisien*). Jusqu'en novembre 2010, nul ne pouvait ni prévoir l'escalade qui allait éclater, ni attribuer un quelconque rôle à l'activisme électronique en Tunisie. Néanmoins, depuis les émeutes du bassin minier de Gafsa en 2008 et leur faible couverture par la blogosphère jusqu'aux fuites de *Wikileaks*, il est pertinent de noter les prémices d'une démonstration de force de la part des cyberdissidents. Par ailleurs, l'entrée en action du mouvement des hackers anonymes *Anonymous* et l'arrivée sur la toile tunisienne du *Parti pirate tunisien* en 2010 ont permis de démontrer que le régime tunisien n'était finalement pas inébranlable. Le 2 janvier 2011, *Anonymous*,²¹ a lancé Opération Tunisie au cours de laquelle les sites de la présidence de la

république et des principaux ministères ont été piratés et rendus indisponibles. Cette opération visait à riposter contre la censure du site *Wikileaks* et à la répression d'Internet en général par les autorités tunisiennes²². Il convient également d'évoquer dans ce contexte les fuites orchestrées par *Wikileaks* de télégrammes diplomatiques portant sur l'ampleur de la corruption de la famille régnante en Tunisie²³ et leur rôle dans l'agrandissement du mécontentement populaire. Ces télégrammes ont été publiés par *Takriz* et par le blog *Nawaat.org*.

Par ailleurs, jusqu'en 2009, les cyberactivistes se contentaient de détourner les méthodes de censure et de diffuser les directives qui permettent d'accéder à leurs contenus. À partir de 2010, l'arrivée sur la scène d'*Anonymous* a eu cela de particulier de démontrer aux internautes tunisiens que les symboles du pouvoir de Ben Ali (portails du gouvernement) n'étaient pas inviolables. La faille décelée a ainsi permis d'encourager les cybermilitants dans leurs actions contre le régime. L'attaque d'*Anonymous* a créé un précédent et a ébranlé la toute puissance de l'Agence Tunisienne d'Internet (ATI), organe longuement soupçonné d'orchestrer le contrôle et la répression d'Internet. On sait également que depuis 2008 la pression s'est accrue sur les cyberdissidents tunisiens et la censure s'est intensifiée notamment avec la fermeture de *Facebook* d'août à septembre 2008. Les internautes tunisiens sont très attachés aux réseaux sociaux et notamment à *Facebook*. La Tunisie figure au 37^e rang en termes d'utilisateurs de *Facebook* dans le monde (Kübler 2011: 3). Il est ainsi possible de mesurer le taux de mécontentement causé par la fermeture de cette plateforme en août 2008. Pour la première fois en Tunisie, la censure a été dénoncée ouvertement sur la blogosphère²⁴. Une campagne de dénonciation est aussi organisée discrètement sur les plateformes sociales²⁵.

Ces tentatives ont également bénéficié de quelques initiatives lancées dans la région notamment le mouvement *Kefaya*²⁶ né en Égypte en 2004 pour s'opposer à la reconduite du président Moubarak au pouvoir. La crise iranienne et les événements de l'été 2009 à Téhéran ont également utilisé le Web afin de diffuser les images de la répression des manifestations dans un climat où les journalistes étrangers n'avaient plus la possibilité de couvrir les événements et où les informations étaient relayées uniquement par les médias officiels. Dans le même ordre d'idées, les événements survenus au bassin minier de Gafsa en janvier 2008 durant lesquels des résidents de cette région se sont soulevés contre les responsables locaux en fustigeant la corruption et le népotisme et en dénonçant leurs conditions de vie (pauvreté, chômage, pollution...), ont été réprimés

avec violence et passés complètement sous silence par les médias officiels²⁷.

En effet, le soulèvement du bassin minier a été porté à la connaissance du public grâce à quelques vidéos envoyées sur *Youtube* alors que les médias étrangers étaient interdits de se rendre sur les lieux. L'arrestation et l'emprisonnement du journaliste indépendant Fahem Boukadous qui a filmé ces événements ont été connus à travers la mobilisation de son comité de soutien sur Internet et notamment sur la plateforme sociale *Facebook*. Les cyberactivistes ont vécu ces événements en assistant à la violence de la répression contre les manifestants et contre les rares individus qui ont tenté de relayer les informations. Il est ainsi possible de mesurer dans ce contexte de répression conjuguée à la crise économique, l'ampleur de la colère des internautes et de toutes les composantes de la société civile contre le régime. Les événements de Sidi Bouzid vont donc être l'épicentre d'une vague de violence et de contestation à l'échelle nationale dont l'incubation remonte au début 2008.

La Révolution du 14 janvier 2011 à travers les médias sociaux

Warf et Grimes (1997: 259) écrivaient déjà en 1997 qu'Internet contribue à maintenir vivants les discours anti-hégémoniques en permettant aux pauvres et marginalisés de défier le système de domination:

The Internet can also sustain counterhegemonic discourses, challenging established systems of domination and legitimating and publicizing political claims by the powerless and marginalized. Counterhegemonic, in this context, refers to varied messages from groups and individuals who refuse to take existing ideologies and politics as normal, natural, or necessary, typically swimming against the tide of public opinion.

Toutefois, notre propos ne s'inscrit pas dans le déterminisme technique car il n'ambitionne pas de considérer le Web social comme à l'origine de la révolution tunisienne, ni ne sous-estime le pouvoir des contextes réels et de la force populaire qui – en se conjuguant – ont permis l'éclatement de la colère collective des Tunisiens. L'analyse de la révolution tunisienne ne peut se soustraire à l'examen des éléments politico-socio-économiques qui ont rendu possible l'avènement de ce soulèvement populaire (Hibou 2011: 5-22). Exercice qui dépasse néanmoins le cadre de cet article et mériterait d'être mieux approfondi et examiné. Toutefois, cette révolution a aussi investi les réseaux. Elle s'y est inscrite en bénéficiant de nouveaux rythmes d'écriture, de

nouveaux modes de gestion du temps et de l'espace. Elle y a été diffusée, partagée, commentée et s'y est archivée et mémorisée. Nous proposons de considérer la technique telle que Stiegler (1996: 168) l'a souligné: un support de la mémoire. Le Web social en tant que *mnémotechnique* permet de stocker et de transmettre les savoirs et les cognitions. L'auteur précise que «ces technologies cognitives, en tant qu'elles agencent selon des dispositifs nouveaux les mémoires internes et les mémoires externes qui forment par leurs relations le fait cognitif complet, constituent une nouvelle époque du savoir»²⁸. Les réseaux bouleversent ainsi les rythmes de contestation, les modes d'action, proposent de nouvelles formes d'écriture, de critique, de transmission de la mémoire et des informations, d'archivage des événements.

Une immersion dans les pages *Facebook* et *Twitter* de *Takriz*, *Tunisian Anonymous* et du *Parti pirate tunisien* du 20 décembre 2010 jusqu'au 31 mars 2011 nous a permis de relever un nombre important d'éléments permettant de mettre en évidence la participation effective de ces groupes dans l'escalade des événements qui mèneront à la révolution du 14 janvier en Tunisie et aux événements qui ont suivi. Cette immersion a permis d'étudier l'actualité et le contenu de ces plateformes au jour le jour, d'examiner les réactions et les commentaires générés par les informations diffusées et d'interagir avec certains cyberactivistes de façon anonyme. Notre étude du rôle que le Web social a joué pendant et après la révolution de janvier 2011 part de l'idée que les réseaux sociaux ont servi d'abord de relais d'informations qui a pallié à l'absence des médias tunisiens muselés par le régime, ensuite d'espaces de mobilisation citoyenne et à partir du 15 janvier 2011, d'exutoire du traumatisme Ben Ali.

Le Web social en tant que relais de l'information

En marge du suicide de Bouazizi à Sidi Bouzid, plusieurs affrontements ont eu lieu entre les forces de l'ordre et les jeunes. *Takriz* revendique la participation active de ses militants de Sidi Bouzid à ces affrontements, allant même jusqu'à affirmer qu'ils les ont provoqués. Les premières vidéos sont diffusées sur la page *Facebook* de *Takriz* le 18 décembre et montrent une manifestation des citoyens de Sidi Bouzid contre le gouvernement et le maire de la ville suite à l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi²⁹. Les vidéos se sont enchaînées sur la page *Facebook* du groupe, dont celles filmant les affrontements entre les jeunes et les forces de l'ordre, les voitures brûlées à Sidi Bouzid³⁰ et ailleurs en Tunisie. Une moyenne de 3 vidéos par jours était diffusée et reprises par des centaines d'internautes

chaque jour. Depuis le lendemain du suicide de Bouazizi jusqu'au départ de Ben Ali le 14 janvier, une soixantaine de vidéos amateurs ont circulé sur la page de *Takriz*. Ces vidéos couvraient les manifestations et les affrontements région par région, filmaient les arrestations musclées, diffusaient les discours des leaders des manifestations, montraient les manifestants blessés, et tués. Les funérailles des victimes étaient diffusées directement sur *Facebook*, ainsi que les témoignages et les entrevues avec les proches des victimes³¹. Ces vidéos amateurs ont été reprises par les grandes chaînes de télévision étrangère (dont *Al Jazeera*, France 24, Euronews, etc.). Les images des corps ensanglantés et sans vie des manifestants prises par les téléphones cellulaires ont ainsi fait le tour du monde. Les grandes chaînes d'information internationales ont mis à la disposition des internautes des liens spéciaux qui permettent de poster directement leurs vidéos et leurs photos. Le lien que la chaîne *Al Jazeera* a mis à la disposition des internautes circulait constamment sur *Facebook* et *Twitter*.

Malgré la censure exercée sur l'Internet tunisien jusqu'au 13 janvier 2010 notamment de *Facebook* et *Youtube*, *Takriz* et d'autres cyberactivistes réussissaient à déjouer le contrôle en jonglant entre les nouveaux comptes *Twitter*, plateforme qui est restée accessible la plupart du temps et en diffusant les messages (consignes de rassemblement) via les pages Web de certains membres anonymes. Des nouveaux proxys qui permettaient d'accéder aux sites censurés depuis l'étranger circulaient sans cesse et étaient fournis notamment par des internautes à l'étranger³². Dès que la page était censurée, un nouveau lien était envoyé aux membres et les dirigeait directement vers le nouveau compte du groupe. La coopération entre *Takriz* et *Anonymous* a notamment permis de contourner cette censure³³. De cette façon, le groupe réussissait tant bien que mal à transmettre les vidéos et les informations aux adeptes dont le nombre n'a cessé d'augmenter et qui est passé selon nos observations de 12 000 en décembre 2010 à 40 000 en janvier 2011 pour atteindre un sommet de 86 667 en décembre 2011.

Au-delà du rôle que ces vidéos ont exercé sur la mobilisation des jeunes internautes qui occupaient les rues dans la journée et passaient les nuits sur leurs ordinateurs³⁴, leur vrai pouvoir se manifestait lorsque le téléspectateur tunisien les découvrait le soir dans le célèbre *Hassad al Yaoum* (Récolte de la journée) sur *Al Jazeera*. Le Web social a ici joué un rôle de premier plan auprès des internautes dans la couverture des événements, mais son rôle auprès des téléspectateurs a été indirect en ce sens que c'est à travers les médias de masse (ici les chaînes de télévision étrangère) qu'il a pu atteindre le public ordinaire³⁵. Nous pouvons distinguer ici un

schéma de diffusion de l'information qui s'opère à deux niveaux selon lesquels le message émane des cyberactivistes et est relayé par les médias de masse. Le rôle que le Web social a joué dans le relais de l'information durant ces événements a consacré ce qu'Arendt (2002) considère comme le droit à l'information et qui est une condition indispensable à l'émergence d'un espace public démocratique.

Il est également possible d'observer dans l'information générée par les acteurs du Web social ce que Cardon et Delaunay (2006) considèrent comme une énonciation citoyenne et une ouverture de «l'espace de la parole publique». Les auteurs soulignent l'association de l'écriture professionnelle et amateur (*ibidem*: 57-58). L'amateurisme se manifeste ici à travers les vidéos de qualité moyenne, parfois médiocre mais qui ont été relayées par les grands médias et diffusées en boucle sur les chaînes d'information. D'ailleurs, le même phénomène se reproduira lors de la révolution égyptienne et avec les événements de Syrie. Le régime de Ben Ali ayant censuré les médias étrangers, les médias tunisiens continuaient à véhiculer jusqu'au 14 janvier au soir le discours officiel et à discréditer l'action des manifestants, le Web social est devenu dans ce contexte le seul moyen d'information réelle. La notion de l'amateurisme est ainsi au cœur de la couverture des événements par les acteurs du Web social. Elle est porteuse d'une nouvelle dynamique qui a pu donc enrichir l'information diffusée par les médias professionnels. En ce sens, Cardon souligne l'émergence d'un nouveau «régime de l'amateurisme» basé sur

[...] des formes originales de coordination entre productions amateurs et professionnelles: un retraitement continu des contenus amateurs par les industries culturelles, des circuits de diffusion plus ouverts et horizontaux, des formes de reconnaissance plurielles appuyées sur le jugement du public plus que sur celui des critiques (Cardon, Delaunay 2006: 53).

Le Web social comme moyen de mobilisation de la contestation

Le rôle des réseaux électroniques dans la mobilisation et la contestation de l'ordre établi n'est plus à démontrer. En étudiant deux mouvements de contestation organisés sur Internet (le premier contre la compagnie *Lotus Marketplace* et la deuxième contre l'algorithme *Chip Clipper* mis en place par l'administration Clinton), Laura Gurak (1997) a déjà démontré en 1997 le pouvoir que le cyberspace avait dans la mobilisation d'une large action de contestation citoyenne. Gurak (*ibidem*) conclut que l'activisme électronique peut jouer un rôle de premier plan dans la création de nouveaux espaces sociaux consacrés au débat politique et dans l'organisation de la pro-

testation. Le Web participe selon l'auteure à la création de nouvelles formes de mobilisation politique. Pour sa part, Gabriella Coleman (2011) souligne le rôle des cyberactivistes dans la définition de l'agenda politique. La fuite des télégrammes hautement confidentiels de la diplomatie américaine orchestrée par *Wikileaks* en est le meilleur exemple.

Au-delà de la diffusion des images et des vidéos, la participation des cyberactivistes dans l'escalade des événements qui vont mener à la chute du régime en place, a dépassé la simple diffusion des vidéos. Pour la première fois en Tunisie, des affrontements ont lieu ouvertement entre manifestants et forces de l'ordre. Dans ce contexte, le poids de l'image est puissant et porteur d'une dimension galvanisante et mobilisatrice. Cependant, la fuite d'informations sensibles a contribué également à alimenter l'actualité et à inciter les internautes à la mobilisation. En diffusant les nouvelles de l'arrestation ou du décès de certains manifestants ou les dernières tractations de la famille régnante au palais de Carthage, le Web social a permis de faire circuler ces informations auprès des internautes et des médias. *Takriz* affirmait que les informations publiées sur son mur sont de sources «sûres» et provenaient de militants sur place (sur les lieux des affrontements, à l'aéroport...)³⁶. Les photos prises par les manifestants avec les téléphones cellulaires étaient publiées d'abord sur le Web³⁷ puis sur la chaîne *Al Jazeera*.

Des dizaines de photos et de vidéos ainsi diffusées ont permis d'identifier les victimes et de documenter les événements en fournissant aux médias de la matière à commenter. La rumeur de la fuite des membres de la famille au pouvoir a commencé à circuler sur *Facebook* et dans la blogosphère depuis le 12 janvier. Par ailleurs, à l'issue du dernier discours de Ben Ali le soir du 13 janvier 2011 dans lequel il promettait la création de nouveaux emplois et la levée de la censure sur *Youtube*, des dizaines de vidéos ont été postées par les internautes dans lesquelles ils incitaient les manifestants à ne pas céder aux promesses présidentielles et les exhortaient de maintenir la pression dans la rue. Le couvre-feu a été déclaré depuis le 12 janvier, les déplacements étant donc réduits la nuit, les cyberactivistes déclaraient passer la nuit devant leurs ordinateurs.

Dans le même ordre d'idées, le Web social a permis également d'orienter et de réorienter les trajectoires des manifestations afin d'éviter les barrages policiers ou les tireurs embusqués. Sur *Facebook* et *Twitter*, des consignes appelant à emprunter telle rue ou éviter telle autre circulaient fréquemment permettant ainsi aux manifestants connectés à travers leurs cellulaires de rediriger les manifestations. Il est également pertinent de noter la synchronisa-

tion de la mobilisation sur les réseaux sociaux et l'action sur le terrain. À cet effet, certains groupes, tels que *Nawaat*, disposaient de reporters présents sur les lieux des manifestations et qui transmettaient directement ce qui s'y passait en interviewant les participants. Les militants de *Takriz* couvraient aussi plusieurs régions du territoire tunisien³⁸.

Le Web social tunisien post-révolution: Réappropriation et apprentissage du débat public démocratique.

Le débat sur la sphère publique

Le débat sur la sphère publique n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis l'apparition du Web 2.0 qui a offert aux internautes de plus grandes possibilités de production-diffusion de l'information et de mise en scène du *self* notamment à travers les réseaux sociaux. L'avènement de ce que nous appelons aujourd'hui «le printemps arabe» a ravivé ce débat notamment en se questionnant sur le rôle politique que le Web a joué pendant les événements en Tunisie et en Égypte. Les cyberactivistes tunisiens et à leur tête *Takriz* s'octroient le mérite de la révolution et rappellent qu'ils étaient les seuls à mener la résistance contre le régime benaliste et à le défier lorsque les médias véhiculaient la langue de bois et tandis qu'une large partie de l'intelligentsia tunisienne soutenait le régime par crainte pour ses intérêts. L'interrogation sur la possibilité de la constitution d'une sphère publique sur le Web a été pour nous cruciale dans la considération de la résistance électronique au régime de Ben Ali depuis le début des années 2000 (Mihoub 2005). Selon la définition habermasienne (Habermas 1997: 38), la sphère publique est la sphère des personnes privées qui débattent de sujets d'intérêts communs. Elle est en même temps «réglementée par l'autorité, mais directement contre le pouvoir lui-même afin d'être en mesure de discuter avec lui sur les règles générales de l'échange, le terrain de l'échange des marchandises et du travail social» (*ibidem*). L'histoire de la sphère publique remonte selon l'auteur au 18^e siècle avec l'apparition des sphères publiques bourgeoises en Europe.

Commentant cette conception de la sphère publique, Nancy Fraser (1992: 130) souligne que

[...] la sphère publique connotait un idéal de discussion rationnelle, sans restriction, des affaires publiques. La discussion se devait d'être ouverte et accessible à tous, les sujets d'intérêt exclusivement privés n'étaient pas admis, les inégalités de statut social devaient être suspendues et les participants devaient débattre de pair à pair. Le résultat d'une telle discussion constituerait l'opinion publique, dans le sens fort d'un consensus portant sur le bien commun.

Cet idéal de la sphère publique est indispensable à l'exercice de la démocratie. Cependant, la définition habermasienne de la sphère publique a été nuancée et plusieurs auteurs ont souligné la difficulté de continuer à considérer aujourd'hui l'espace public comme un espace homogène, basé sur le consensus et l'argumentation rationnelle. En 1996, Mark Poster (1996: 209) estimait déjà qu'avec Internet et les réseaux électroniques, le temps de la sphère publique en tant que sphère de discussion en face-à-face est «révolu». Néanmoins, la question de la démocratie devait se poser, selon lui, en tenant compte des nouveaux modes de discours électroniques.

Dans sa lecture de la théorie habermasienne de la sphère publique, Nancy Fraser (1992: 131) souligne que la sphère publique bourgeoise était loin d'être idéale. En effet, selon l'auteure, cette sphère était exclusive aux hommes de la bourgeoisie et de la classe moyenne, excluant par la même occasion les femmes dont les intérêts étaient considérés comme domestiques et les ouvriers qui n'avaient pas accès aux associations civiques, culturelles, philanthropiques, etc. Dahlberg (2005: 129) note que le désaccord, la différence et les conflits sont au cœur de la sphère publique. Il est donc indéniable de repenser la notion de la sphère publique dans un contexte où les réseaux électroniques s'avèrent être un terrain de mise en scène des subjectivités, d'expression de la diversité des intérêts, de contestations et même de manifestation de la violence.

La société tunisienne était caractérisée par des médias sclérosés, la violation des droits de l'Homme, l'impossibilité de mener un activisme associatif libre sur le terrain et par les tentatives incessantes de muselage de l'opinion publique. Dans ces conditions de confiscation du débat public, le cyberactivisme représentait un espoir malgré le resserrement de l'étau de la répression sur le Net. Notre analyse de l'émergence d'une sphère publique permettant le fonctionnement démocratique en Tunisie se démarque des tendances idéalistes. Cette réflexion ne doit pas oublier l'ampleur du traumatisme généré par l'épisode benaliste qui a longuement annihilé toute tentative de contestation et de dissensus. De ce fait, nous considérons le cyberactivisme tunisien comme faisant partie du processus de la construction d'une sphère publique. Ce processus doit englober une refonte totale du secteur des médias, un examen du rôle et de la responsabilité de l'Intelligentsia ainsi qu'une réhabilitation de toutes les composantes de la société aussi bien civile que politique. Cette démarche doit accompagner le *healing process*³⁹ qui a lieu actuellement en Tunisie, le tout dans un contexte de mise en place d'institutions démocratiques. Le Web social,

comprenant les réseaux sociaux, la blogosphère, les médias électroniques, etc. est donc un acteur à part entière dans la reconstruction de la Tunisie post Ben Ali. Par conséquent, la sphère publique émergente est une sphère porteuse de dissensus, fortement hétérogène et composée d'une multitude de subjectivités. Les débats qui s'y déroulent ne sont par conséquent pas que rationnels, mais sont porteurs de passions diverses et reflètent les conflits et les différences qui s'y expriment.

Les réseaux sociaux comme exutoire du traumatisme Ben Ali

Au lendemain de la chute du régime Ben Ali, nous avons assisté à une réappropriation de l'espace de la parole publique, composé des médias, des associations citoyennes, des protagonistes politiques, des réseaux électroniques. L'investissement de cet espace a été progressif en ce qui concerne les médias, qui s'étant longuement discrédités, peinaient à affronter la colère populaire, à faire face aux accusations de complicité avec l'ancien régime et tâtonnaient sur le chemin de la rédemption. À contrario, le Web a été assailli par les usagers. En effet, l'ouverture de la sphère électronique, la levée de la censure sur *Youtube* depuis le 13 janvier 2011 (suite au dernier discours de Ben Ali) ont engendré une multiplication sans précédent des groupes *Facebook* et *Twitter*, une explosion de la blogosphère avec la sortie de l'ombre de plusieurs blogueurs clandestins et l'apparition de nouveaux sites d'informations, (*Tunisia Watch*, *La sentinelle de Tunisie* ...), *blogs*, pages personnelles, magazines, etc.

Cet investissement du Web s'est accompagné de nouvelles pratiques et expérimentations dont la provocation de nouveaux débats et controverses, le commentaire et l'analyse de l'actualité... L'explosion de l'écriture citoyenne, aussi bien sur les plateformes sociales qu'au sein de la blogosphère et des sites Web a directement mené à la réappropriation par les citoyens de l'espace de la parole publique jadis monopolisé par l'État. Entre le 15 janvier et le 15 février 2011, des centaines de groupes *Facebook* écrivant aussi bien en arabe qu'en français sont apparus⁴⁰. Des *facebookers* dont le nombre de fans atteignaient rapidement des dizaines de milliers expérimentaient pour la première fois le débat politique sans crainte de censure. Des groupes satiriques ont vu le jour et usaient de la caricature et du *Tanbir*⁴¹ pour critiquer les symboles de l'ancien régime et le nouveau gouvernement. Pour la première fois, des caricatures de Ben Ali circulaient sur le Web tunisien en toute liberté. Des dizaines de groupes satiriques tournant en dérision les personnalités et les institutions de l'ancien régime se créent quotidiennement.

De plus, la réappropriation du langage dialectal et de la langue arabe sur les réseaux a été un élément fort symbolique durant et après cette révolution. En effet, le Web tunisien n'a jamais été aussi arabophone que ce soit à travers les noms de pages, les commentaires, les statuts, les vidéos diffusées dans lesquelles les internautes enregistrent les messages. Le terme *Tehin*, mort, argotique tunisien signifiant la soumission totale à la domination arbitraire et illégitime et qui est devenu le symbole du régime de Ben Ali a été largement exploité sur le Web social. Des pages *Facebook* et des *blogs* dédiés aux «souvenirs du *Tehin* national» et au rappel de la période de l'injustice et de la domination vécue longuement sous Ben Ali naissent et se développent rapidement⁴². Dans un élan d'exorciser le traumatisme Ben Ali, l'humour apparaît comme un remède sans faille. Sur un ton humoristique et caricatural, 23 ans de soumission sont ainsi relégués au stade de «patrimoine national»⁴³. À travers leurs publications, les internautes se moquent du très puissant ministère de l'intérieur, appareil de répression et de torture et principal outil de la dictature Ben Ali. L'observation des titres des pages *Facebook* apporte un éclairage intéressant sur les émotions que les internautes tentent d'exprimer: joie, patriotisme, satire, auto-dérision, délation, appels à la contestation⁴⁴. Une explosion littérale du Web voit le jour au lendemain de la chute du régime. Désormais, la moindre déclaration politique ou sortie d'une personnalité publique est décortiquée et se voit consacrer une page *Facebook*.

Il en va ainsi de la naissance de groupes veillant sur les objectifs de la révolution, de comités de surveillance du gouvernement, de groupes d'organisation des manifestations, de défense des droits des martyrs, des nouveaux partis politiques (une centaine se sont créés) etc. le Web social est ainsi littéralement assailli. Des appels au limogeage des cadres et responsables des institutions de l'ancien régime se sont organisés sur *Facebook*⁴⁵. La couleur mauve, symbole du parti-État et de la chaîne nationale Tunis 7 a subi les affres satiriques des internautes⁴⁶. Par ailleurs, certaines régions intérieures de la Tunisie, notamment celles du centre ouest et du sud ouest, longtemps oubliées des objectifs de développement des gouvernements Bourguiba et Ben Ali ont été réhabilitées dans la sphère électronique. On reconnaît désormais la contribution des villes du centre et du sud ouest, régions dans lesquelles on a compté le plus grand nombre de «martyrs»⁴⁷ dans l'éclatement de la révolution⁴⁸. Aussi, ces régions se voient consacrer des pages *Facebook* et *Twitter* et des blogs qui couvrent désormais les événements qui s'y passent⁴⁹ quotidiennement.

Ainsi, le Web social a eu une fonction d'exutoi-

re des traumatismes vécus sous la dictature. Désormais, des pages regroupant des dizaines de milliers de fans sont consacrées à la critique du ministère de l'Intérieur et de la police. Ces deux organes étaient les principaux appareils de répression de l'ancien régime. Règlements de compte, caricatures, dénonciation et appel à la révolution contre ces deux institutions sont devenues des passe-temps favoris de milliers de *facebookers*. *Takriz* ira jusqu'à lancer un appel à brûler le ministère de l'intérieur, les postes de police et à se venger personnellement de chaque policier⁵⁰. D'ailleurs ces appels du groupe ont souvent été critiqués par les internautes et ont valu à *Takriz* plusieurs signalements auprès de *Facebook* qui ont conduit à la fermeture de la page à maintes reprises et notamment du 24 janvier jusqu'au début février 2011⁵¹.

L'apprentissage du débat public démocratique dans un climat de tensions multiples

Investi par une multitude d'acteurs politiques et citoyens, l'espace public tunisien est en reconstruction. Ce processus porteur de tensions et de conflits multiples, s'exprime à travers des controverses variées, aussi bien politiques, qu'économiques, socio-culturelles et religieuses. Surenchère par rapport au rôle joué durant la révolution, animosité et attaques réciproques entre médias, internautes, protagonistes politiques voient le jour quotidiennement. Il est également pertinent de noter l'apparition d'un phénomène de compétition entre les cyberactivistes. Blogueurs et *facebookers* s'attribuent chacun le mérite de la révolution et s'auto-discreditent⁵². Au-delà des conflits d'opinion et des querelles d'égos, les cyberactivistes voient leur discours évoluer et leur activisme parfois changer de cap dans une Tunisie post-révolutionnaire, qui continue de se chercher. Toutefois, la mobilisation contre les symboles de l'ancien régime reste de mise et continue d'unir l'action des citoyens dans la rue comme celle des collectifs électroniques.

La pression au sein des réseaux électroniques n'a donc pas baissé, traduisant ainsi un climat chargé de tensions et de nombreuses fragilités. Censuré par *Facebook* suite à plusieurs signalements, *Takriz* continue ses appels à la mobilisation contre le premier ministre Ghannouchi et le RCD depuis sa page *Twitter* et lance *Degage.tv*, site permettant la retransmission directe des événements. Ce site sera toutefois délaissé rapidement par le groupe. La première tentative de l'occupation de la place de la *Kasbah*, siège du gouvernement, organisée à la fin janvier 2011, échoue. La dispersion musclée de cette occupation le 28 janvier 2011 par les forces de l'ordre crée une forte indignité chez les activistes

dans la rue et dans le cyberspace. Une deuxième tentative d'occupation de la place de la *Kasbah* est organisée dès le 21 février 2011 et est relayée par les médias sociaux. Cette fois les manifestants réussissent à mieux s'organiser et à mieux impliquer une partie de l'opinion publique. Une meilleure couverture de l'évènement est à noter avec une retransmission continue sur le Web (*Radio Kalima, Nawaat*, etc.). La mobilisation contre Ghannouchi et le RCD (ancien parti au pouvoir) prend de plus en plus d'ampleur dans la rue, sur certains médias et sur les réseaux sociaux. Le *Parti pirate tunisien*⁵³ fondé en partie par *Takriz* sort de l'ombre et certains de ses membres affichent clairement leur identité⁵⁴, d'autres gardent l'anonymat⁵⁵. Le 28 février 2011, Ghannouchi est contraint à démissionner et Caïd Essebsi est nommé premier ministre.

Si la contribution de *Takriz* comme d'autres cyberactivistes tunisiens durant la révolution a été palpable, son rôle dans la Tunisie post-révolution et surtout depuis mars 2011 reste à définir à la lumière du contexte nouveau de la reconstruction de la sphère publique et de l'apprentissage du débat politique et de l'action citoyenne. En effet, si le langage du groupe est resté constant depuis 1998 en ce sens qu'il associe la vulgarité aux allusions sexuelles grossières, le contenu de son discours lui, a évolué après la révolution. Ainsi, la diffusion des vidéos, la fuite d'informations et l'appel à la mobilisation ont largement laissé la place aux théories du complot et aux appels à la destruction et à la vengeance. Le groupe appelle à la vengeance contre les membres du RCD, les forces de l'ordre, le ministère de l'Intérieur. Il appelle au boycott des élections d'octobre 2011 et continue sa dénonciation des partis politiques (notamment le parti islamiste *Ennahdha*), de l'ingérence occidentale, etc.⁵⁶. De plus, les appels à la violence et les menaces contre les forces de l'ordre ainsi que les membres du gouvernement qualifiés de «vieux séniles» se sont accrues⁵⁷. Les appels à la vengeance des policiers et des brigades spéciales soupçonnées de torture contre les opposants et les cyberdissidents, à brûler les postes de police, les voitures, etc. sont publiés quasi quotidiennement sur le mur du groupe⁵⁸. *Takriz* ira jusqu'à poster des vidéos, messages et photos expliquant comment fabriquer des cocktails Molotov⁵⁹.

Cet appel à la violence est revendiqué et assumé comme étant «le seul moyen de dégager les vieux politiciens qui se sont emparés de la révolution des jeunes»⁶⁰. Par conséquent, *Takriz* continue de tout rejeter: les gouvernements provisoires successifs, les élections du 23 octobre 2011 et s'en prend au parti islamiste *Ennahdha*. *Takriz* justifie son appel à la violence comme étant une réaction légitime face à la violence des politiciens et des forces de l'ordre⁶¹.

Il devient donc pertinent de classer ce groupe dans la catégorie des mouvements extrémistes révolutionnaires. En effet, si le *Parti pirate tunisien* prône une action politique pacifiste et tente de s'intégrer en demandant sa légalisation, *Takriz* qui reste dans la clandestinité, prône la violence comme seul moyen d'imposer le pouvoir des jeunes et finit par se discréditer auprès des nombreux internautes qui l'ont soutenu pendant les évènements du 14 janvier. Car si *Takriz* a pu justifier la violence comme étant le seul moyen de combattre la dictature de Ben Ali, cet argument tend à perdre du terrain dans la Tunisie nouvelle. D'ailleurs, le nombre des fans de la page du groupe n'a cessé de stagner depuis juillet 2011 – date à laquelle *Takriz* commençait à lancer les appels au boycott des élections – et les internautes commencent à désertier la page. De même, les médias tunisiens multiplient les attaques contre le groupe⁶². Le tribunal militaire ordonne le 10 mai 2011 de fermer la page *Facebook* de *Takriz* pour incitation à la haine⁶³ ce qui donnera naissance à une campagne de dénonciation de la censure qui continue à viser la liberté d'expression sur le Web tunisien. La page a depuis été rouverte.

Outre le discours extrémiste révolutionnaire de *Takriz*, les manifestations organisées par les salafistes le 14 octobre 2011 contre la chaîne de télévision *Nessma TV* suite à la diffusion du film franco-iranien *Persepolis* dans lequel Allah est représenté dans une forme humaine, témoigne de la fragilité de cette libéralisation. Les manifestations contre la chaîne ont été fortement relayées et commentées dans les médias sociaux. Par conséquent, la reconstruction de la sphère publique dans la Tunisie de l'après Ben Ali et l'apprentissage du débat public s'avèrent être un exercice complexe qui mérite d'être observé de près.

Conclusion

L'étude de la contribution des cyberactivistes dans l'avènement de la révolution de janvier 2011 en Tunisie nous a permis de mieux apprécier la complexité des actions de coordination qui ont été déployées entre la rue et le Web. Ainsi, il est évident que cette révolution n'est pas due à l'action des seuls internautes. Le régime a multiplié les erreurs de jugement et les manifestants ont démontré assez de mobilisation et de maturité pour maintenir la pression. Dans un contexte politico-socio-économique caractérisé par la répression des droits et des libertés, l'explosion du chômage et la dégradation du pouvoir d'achat, la répression violente que le régime a réservé aux manifestants a précipité sa chute. Néanmoins, la contribution des cyberactivistes dans la coordination d'une partie des actions de

résistance a été primordiale. Le Web social a permis de relayer les informations et de couvrir les événements à travers la diffusion des vidéos amateurs, qui seront retransmises par les grandes chaînes étrangères d'informations. Ce rôle est d'autant plus pertinent dans un contexte où les médias officiels étaient muselés et soumis totalement au parti-État. Le Web a également été un facteur important dans l'appel à la mobilisation et, dans une certaine mesure, dans l'organisation de la contestation.

Par ailleurs, il convient de souligner que les réseaux électroniques offrent un support significatif d'écriture et de stockage de la mémoire collective tunisienne non seulement de la révolution mais également de la période Ben Ali. En ce sens, les tunisiens n'auront jamais autant écrit sur Ben Ali que lorsqu'il a quitté la Tunisie. Les mnémotechniques ont ainsi servi à exorciser les frustrations et les douleurs vécues sous la dictature et ont permis d'archiver une période cruciale de l'histoire de la Tunisie.

Dans la Tunisie post-révolutionnaire, de nouveaux paradigmes sont à l'œuvre incitant les internautes à expérimenter la libéralisation de l'espace de la parole publique dans un climat d'incertitudes. Jadis unis contre la dictature de Ben Ali, les internautes tunisiens doivent apprendre à coexister dans l'adversité. Tensions et conflits émergent entre ces collectifs, dont les intérêts sont désormais variés mais antagonistes. Dans ce nouveau contexte, les cyberactivistes auront donc la responsabilité de redéfinir leurs rôles, objectifs, discours et procédures d'action. Toutefois, cette nécessaire redéfinition des responsabilités incombe également lourdement aux médias qui peinent encore aujourd'hui à se détacher des anciennes pratiques et des habitudes héritées des époques Bourguiba et Ben Ali. L'intelligentsia tunisienne, dont une large partie a été longuement complice de la dictature, doit pour sa part questionner son rôle dans la Tunisie actuelle. *In fine*, il incombe à toutes les composantes de la société civile d'investir l'espace public et d'engager le processus de reconstruction.

Notes

¹ Dans le sens arendtien du terme.

² Le langage de *Takriz* reste de loin le plus virulent, grossier et controversé.

³ *Takriz* reste aussi de loin celui qui appelle le plus à l'action violente contre les forces de l'ordre.

⁴ [www.facebook.com/le 404 Not Found](http://www.facebook.com/le404) nuit gravement à l'image de mon pays

⁵ *Youtube, Dailymotion...*

⁶ «Mort du cyber dissident tunisien Zouhayr Yahyaoui», in *Afrik.com*, 15 mars 2005: <http://www.afrik.com/article8200.html>

⁷ *TuneZine, Réveiltunisien, etc.*

⁸ Les membres *Takriz* présents en Tunisie ont été persécutés par le régime Ben Ali. C'est dans le cadre de cette traque que le blogueur Zouhayr Yahyaoui qui écrivait sous le pseudonyme Ettounsi, a été arrêté en 2002, condamné à la prison et torturé. C'est des suites de la torture qu'il a succombé en 2005 à l'âge de 37 ans à un arrêt cardiaque.

⁹ «Pour rejoindre *Takriz* veuillez remplir le formulaire par connexion cryptée et sécurisée ci-joint»: www.facebook.com/takiz/

¹⁰ www.takriz.net

¹¹ Nous observons ce groupe depuis 1999, à l'occasion de la préparation d'une thèse de doctorat entamée en 1999 et soutenue en 2004.

¹² www.facebook.com/takriz/

¹³ <http://www.afrik.com/article22996.html>

¹⁴ <http://sluggerotoole.com/2011/07/01/in-tunisia-takriz-is-a-name-for-balls-and-a-youthful-rebellion/>

¹⁵ www.facebook.com/takriz/info

¹⁶ <http://takriz.net/pr%C3%A9sentation-takriz> et www.takriz.com, www.takriz.net

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Drugeon, A., 2011, «Anonymous: derrière le masque des hackers révolutionnaires», in *Rue89*, 9 juillet 2011: <http://www.rue89.com/explicateur/2011/07/09/sous-le-masque-des-anonymous-ces-hackers-revolutionnaires-213144>

¹⁹ <http://www.anti-scientologie.ch/anonymous.htm>

²⁰ <http://www.facebook.com/video/video.php?v=148969088493517>: «TAK + Anonymous: RCD Degage - Ghannouchi Degage. Liberté - Les rues nous appartiennent. We make revolutions - Libres, Vrais, Anonymes».

²¹ Cf. le message d'*Anonymous* aux Tunisiens: http://www.anonnews.org/uploads/1522092096_anon_manifesto.png

²² «La Tunisie tente de reprendre le contrôle», in *Le Monde*, 5 janvier 2011.

²³ «*WikiLeaks*: Corruption en Tunisie, «ce qui est à vous est à moi», in *Le Monde*, 15 janvier 2011.

²⁴ «La censure nuit à bimage de notre pays - Lettre ouverte au Président de la République», 2010, in *Samsoum blog: New genesis (not accessible in Tunisia)*: <http://samsoum-us.blogspot.com/>. Voir aussi: Censure, in blog *Carpe Diem*: <http://blogs.mediapart.fr/blog/carpe-diem/260808/censure>

²⁵ Page: *Si Facebook reste fermé en Tunisie, j'immigre vers le Niger*: <http://www.facebook.com/group.php?gid=23914017485>

²⁶ Assez.

²⁷ «Urgent/Tunisie bassin minier de Gafsa, Tous les habitants quittent la ville», in *e-joussour*, 2008: <http://www.e-joussour.net/fr/node/1127>

²⁸ Stiegler, B., 2005, *Enjeux épistémologiques, méthodologiques et politiques des technologies cognitives*: <http://arsindustrialis.org/node/1934>

²⁹ *Sidi Bouzid, Tunisie 18/12/2010: Manifestations contre le gouvernement de Ben Ali suite à l'immolation de Mohamed Bouazizi jeune en situation précaire hier devant le siège du gouvernorat/mairie*, vidéo amateur diffusée le 18 décembre 2010, www.facebook.com/takriz

³⁰ «Sidi Bouzid: رانلا و ال راعلا» vidéo amateur, diffusée le 19 décembre 2010, www.facebook.com/takriz

³¹ «A Tunisian girl, le cyberactivisme de terrain», in *Jeune Afrique*, 14 juin 2011: <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110614154903/>

³² Je Développe ! Je développe Chère ATI Je développe ! Tu Censures, je développe des proxys qui vont me faciliter la vie»: <http://www.takriz.com/emag/article/je-developpe-chere-ati>

³³ <http://www.facebook.com/pages/video/video.php?v=148969088493517>: «TAK + Anonymous: RCD Degage - Ghannouchi Degage. Libreté - Les rues nous appartiennent. We make revolutions - Libres, Vrais, Anonymes. - a.c.a.b - 1.3.1.2 - n.j.n.p - T/E/S

³⁴ «En Tunisie, la révolution est en ligne», in *Le Monde*, 18 janvier 2011.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ <http://www.facebook.com/takrizo#!/video/video.php?v=143886635668429>

³⁷ Cf. Archives des photos et vidéos de *Takriz* sur *Facebook* et Tak TV: www.facebook.com/takriz.

³⁸ La mobilisation continue et ne va pas s'arrêter tant que Mohamed Ghannouchi n'a pas démissionné. Aujourd'hui une grève générale à 100% à Kasserine, des marches et manif partout inclus Tunis et Sfax et malgré la pluie, des villes autonomes à Sidi Bouzid ou des caravanes de la dignité se sont installées devant le gouvernorat protégé par l'armée. A Bouzeyen et Mazzouna ou SuX est présent, on n'a vu aucun flic en activité. C'est beau quand c'est propre. Nous attendons les estimations des autres villes. Les jeunes tunisiens, étudiants, lycéens et chômeurs sont furieux contre Mohammed Ghannouchi un Joker indépendamment que Ben Ali est au pouvoir ou pas (le comble de la dictature si vous voulez notre avis). Ici TAK Bizerte aujourd'hui en action avec bien sur notre Loup toujours présent»: <http://www.facebook.com#!/video/video.php?v=148845591839200>

³⁹ Processus de guérison.

⁴⁰ Pages Facebook: *La révolution tunisienne, 14 janvier 2011, La deuxième révolution tunisienne, Athawra atounisyya, La 2eme révolution tunisienne, La Kasbah 1, La Kasbah 2, Non à l'anarchie en Tunisie...*

⁴¹ Terme issu du dialecte tunisien, signifiant la moquerie.

⁴² http://www.facebook.com/7novembre?ref=ts&sk=app_4949752878

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ http://www.facebook.com/?ref=tn_tnmn#!/tafrika.interieur

⁴⁵ Par exemple *Ghannouchi* (Premier ministre de Ben Ali et premier ministre du premier gouvernement intérimaire post-ben Ali) *Dégage* ou *Jrad* dégage (secrétaire général de l'union Générale des Travailleurs Tunisien, principal syndicat du pays soupçonné de corruption).

⁴⁶ <http://www.facebook.com/tafrika.tv?ref=pb&sk=wall>

⁴⁷ C'est à Thala et Kasserine qu'on trouve le plus grand nombre de victimes de la police de Ben Ali durant la révolution.

⁴⁸ En effet, Bouazizi étant originaire de Sidi Bouzid

au centre ouest, les premières manifestations sont parties de Sidi Bouzid et Regueb, la révolte du bassin minier en 2008 a également eu lieu au sud Ouest dans la ville de Gafsa.

⁴⁹ Pages Facebook: *La révolution à Gafsa, Sidi Bouzid*, دح او نيرص قلا ديزوب يديس / *Sidi Bouzid et Kasserine unis*, etc.

⁵⁰ <http://www.facebook.com/pages/video/video.php?v=145020215555071>: «TAKRIZO ERGO SUM - HWEM POWER contre la police meurtrière milice de Ben Ali qui tue encore nos jeunes. TAKRIZ va continuer de diffuser ces vidéos violentes pour passer son messages au RATS de l'RCD qui feraient mieux de fuir et on est sérieux car de tous les moyens même les plus secrets et directs ils seront éliminés.»

⁵¹ Le 24 janvier, après une absence de 3 jours sur *Facebook*, *Takriz* a publié sur son site Web une note en anglais relatant la fermeture de son compte par *Facebook*, dénonçant la censure qui continue à peser sur eux et appelant leurs fans à les suivre sur *Twitter*: «Takriz' Facebook Page frozen by Facebook with possible diplomatic pressure related to the tunisian revolution, 01/21/2010 6:10 pm Facebook Suspended All TAKRIZ Accounts With Admin Privileges on the Page TAKRIZO. *Takriz* asks its members, friends, followers and readers to stop relying on Facebook and to disperse and follow *Takriz* Twitter account twitter.com/takriz and check <http://degage.tv> publishing the latest videos.»: <http://takriz.com/press/24-1-2011-english.txt>

⁵² Cf. en ce sens la querelle entre le blogueur Yacine Ayari et *Takriz*: <http://www.facebook.com/video/video.php?v=185353371528930>

⁵³ Le Parti pirate tunisien est membre du Parti pirate international. Il revendique un objectif politique et définit son idéologie comme suit: «Favoriser l'accès et la diffusion de la culture et de la connaissance, développer des modèles culturels, sociaux, économiques, et institutionnels modernes, justes et transparents, réorganiser à l'échelle mondiale un développement solidaire, soutenable et équitable, se réapproprié la vie politique et le débat public»

⁵⁴ Slaheddine Kchouck, étudiant et membre de l'Union Générale des Étudiants Tunisiens, est le seul membre du parti à afficher son identité: http://www.facebook.com/sleh.dine.kchouk?sk=app_167969729896883#!/partipirate?sk=info

⁵⁵ <http://www.partipirate-tunisie.org>, http://www.twitter.com/partipirate_tn, <http://wiki.partipirate-tn.org/index.php>

⁵⁶ Figure du régime Ben Ali, il a dirigé ce même ministère durant une dizaine d'années.

⁵⁷ www.facebook.com/Takriz et www.takriz.net

⁵⁸ <http://www.facebook.com/#!/video/video.php?v=135676173189719> «12/08/2011 Zanouch Gafsa - opération a.c.a.b réussie poste cramé - police et BOP dégagés. - t.e.s»

⁵⁹ www.facebook.com/takriz/videos

⁶⁰ <http://www.facebook.com/#!/takrizo?sk=wall>

⁶¹ «La violence se donne toujours pour une contre-violence, c'est-à-dire pour une riposte à la violence de l'autre»: <http://twitter.com/#!/Takriz/status/52453200657264640>

⁶² Soudani, S., «*Takriz*, quand les hooligans font de la politique», in *La sentinelle de Tunisie*: <http://www.sentinelle-tunisie.com/medias/item/takriz-quand-les-hooligans-font-de-la-politique>.

⁶³ www.ati.tn

Références

- Arendt H.
1972 «La désobéissance civile», in *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*, Calmann-Lévy: 55-111.
2002 *Les origines du totalitarisme*, Gallimard, Paris.
- Cardon D., - Delaunay-Teterel H.
2006 «la production de soi comme technique relationnelle. Un essai de typologie des blogs par leurs publics», in *Réseaux*, avril 2006, 138.
- Coleman G.,
2011 «Hacker Politics and Publics», in *Public Culture*, 23-3.
- Crawford M.
1995 «Contesting the Public Realm: Struggles over Public Space in Los Angeles», in *Journal of Architectural Education*, 49-1, septembre 1995: 4-9.
- Dahlberg L.
2004 «The Habermasian Public Sphere: a Specification of the Idealized Conditions of Democratic Communication», in *Studies in Social and Political Thought*: 2-18.
2005 «The Habermasian Public Sphere: Taking Differ-

- ence Seriously», in *Theory and Society*, 34-2, avril 2005: 111-136.
- 2007 *Radical Democracy and The Internet*, Palgrave.
- Drugeon A.
2011 «Anonymous: derrière le masque des hackers révolutionnaires», in *Rue89*, 9 juillet 2011: <http://www.rue89.com/explicateur/2011/07/09/sous-le-masque-des-anonymous-ces-hackers-revolutionnaires-213144>
- Foucault M.
1975 *Surveiller et Punir*, Gallimard, Paris.
- Fraser N.
1992 «Repenser la sphère publique ; une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement», in Calhoun, C. (ed.). *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge, MIT Press, 109-142.
1993 «Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy», in Robbins, B. (ed.) *The Phantom Public Sphere*, University of Minnesota Press, Minneapolis.
- Gurak L.J.
1997 *Persuasion and Privacy in Cyberspace: The Online Protests over Lotus Marketplace and the Clipper Chip*, Yale UP, New Haven.
- Habermas J.
1997 *L'espace public: Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, Paris.
- Hibou B.
2011 «Tunisie, économie politique et morale d'un mouvement social», in *Politique africaine*, 121, mars 2011: 5-22.
- Kübler J.
2011 «Les révolutions arabes et le Web 2.0, Tunisie et Égypte», in *Averroès*, 4-5, 2011: 1-13.
- Leroi-Gourhan A.
1965 *Le geste et la parole, La mémoire et les rythmes*, Albin Michel, Paris.
- Mandraud I.
«En Tunisie, la révolution est en ligne», in *Le Monde*, 18 janvier 2011.
- Mihoub S.
2005 *Internet dans le monde arabe, complexité d'une adoption*, L'Harmattan, Paris.
2008 «La question de l'Internet arabe ou quand les États se trompent de cible», in *Rebonds, Africultures*: www.africultures.com
- 2010 «Internet en Tunisie: régulation, usages et conflits émergents», in *Horizons maghrébins*, 62, Presses de l'Université du Murail: 105-110.
- Poster M.
1996 «Cyberdemocracy: Internet and the public sphere», in Porter, D. (ed.), *Internet culture*, Routledge, New York.
2001 *What's the matter with the Internet*, University of Minnesota Press, Minneapolis.
- Soudani S.
2011 «Takriz, quand les hooligans font de la politique», in *La sentinelle de Tunisie*. 22 mars 2011: <http://www.sentinelle-tunisie.com/medias/item/takriz-quand-les-hooligans-font-de-la-politique>.
- Stiegler B.
1996 *La technique et le temps, t. 2: la désorientation*, Galilée, Paris.
2005 *Enjeux épistémologiques, méthodologiques et politiques des technologies cognitives*: <http://arsindustrialis.org/node/1934>
- Sunstein C.
2001 *Republic.com 2.0*, Princeton University Press.
- Warf B. - Grimes J.
1997 «Counterhegemonic Discourses and the Internet», in *Geographical Review*, 87-2, "Cyberspace and Geographical Space", Avril 1997: 259-274.

Sites webs

- «A Tunisian girl, le cyberactivisme de terrain» (2011), in *Jeune Afrique*, 14 juin 2011: <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110614154903/>
- «Censure», in *blog Carpe Diem*, 26 août 2008: <http://blogs.mediapart.fr/blog/carpe-diem/260808/censure>
- «In Tunisia, Takriz is a name for "balls" and a youthful rebellion», in *blog sluggerotoole.com*, 1 juillet 2011: <http://sluggerotoole.com/2011/07/01/in-tunisia-takriz-is-a-name-for-balls-and-a-youthful-rebellion/>
- «La censure nuit à l'image de notre pays - Lettre ouverte au Président de la République», 2010, in *Samsoum blog: New genesis (not accessible in Tunisia)*: 2 mai 2010: <http://samsoum-us.blogspot.com/>
- «La Tunisie tente de reprendre le contrôle du Web», in *Le Monde*, 5 janvier 2011.

«Mort du cyber dissident tunisien Zouhayr Yahyaoui», in *Afrik.com*, 15 mars 2005: <http://www.afrik.com/article8200.html>

«Takriz: la violence était légitime face à une dictature meurtrière et barbare», in *Afrik.com*, 12 juin 2011: <http://www.afrik.com/article22996.html>

«Urgent/Tunisie bassin minier de Gafsa, Tous les habitants quittent la ville»: in *e-joussour*, 7 mai 2008: <http://www.e-joussour.net/fr/node/1127>

«WikiLeaks: Corruption en Tunisie, «ce qui est à vous est à moi» in *Le monde*, 15 janvier 2011.

FRANCESCA MARIA CORRAO
 Dipartimento di Scienze Politiche
 Università Luiss-Guido Carli, Roma
 corraobobbio@gmail.com

Arab Revolutions: The cultural Background

Arab Revolutions are the result of a long process of cultural growth: the need to address world economic crisis made evident the clash between expectations and the inadequacy of the political elite. Looking back over the historical crises in the Arab world we recognize similar patterns. The Arab awakening has, since its early days, shown the presence of few common elements: education and military reforms, spread of new ideas, demographic growth and a new generation with high expectations. In the past either the ruling class had repressed the revolutionary movements (Ottoman, Colonial powers) or the army had put their governments to an end (Nasser and Asad). In the present experience there are new elements: women's empowerment, new media and the growing role of civil society with both secular and Islamic trends.

The critical elements are economic, social and also legal: in fact, the revolutions have shown up the fragility of societies that still maintain traditional social codes, like the family law, with a conservative interpretation of the Islamic faith(s?) that clashes with the needs of the modern working woman.

Furthermore, the Governments were not able to answer to the higher expectations of the young graduates, and their competences became a boomerang: a ruling class that proved unable to govern transition from dictatorship towards modernity and democracy. The new media helped to bring together the different groups of young people that had already worked to change the situation in the past years. The most difficult task now is to grant equal rights and duties to the different political and cultural realities of the country. This paper will examine these elements with a view to understanding the changes taking place in these countries through the lenses of the socio-political actors that emerged in the region and that are likely to play an increasingly prominent and assertive role in the future.

Keywords: Culture; Gender; Secularism; Education; Media

Le rivoluzioni arabe: Il background culturale

Le rivoluzioni arabe sono il frutto di un lungo processo di crescita culturale che si è trovato in conflitto con una inadeguata classe politica, incapace di rispondere alla crisi economica internazionale. Uno sguardo alla storia moderna del mondo arabo evidenzia alcuni fattori ricorrenti nelle fasi rivoluzionarie: la riforma dell'educazione e dell'esercito, l'innovazione nella comunicazione, la crescita demografica e ambiziose giovani generazioni

animate da nuovi ideali. Le esperienze pregresse hanno visto concludersi la fase rivoluzionaria o nella sanguinosa repressione da parte dei regimi (Ottomano, coloniale) o con la fine di questi *manu militari* (Nasser e Asad). Le rivoluzioni in atto aggiungono delle novità: l'*empowerment* delle donne, l'internazionalizzazione dei *new media* e il ruolo crescente della società civile rappresentata sia da gruppi laici che religiosi.

Gli elementi critici, oltre alla crisi economica, sono di natura legale e sociale. Il cambiamento che si sta compiendo nella regione ha evidenziato la fragilità di società che ancora mantengono codici tradizionali di comportamento – come la legge dello stato di famiglia in cui prevale un'interpretazione conservatrice della *shari'a* – che contrastano con le esigenze della donna lavoratrice moderna.

Le ambiziose aspettative della giovane generazione di laureati sono state disattese dai governi mentre le competenze acquisite si sono rivelate dei boomerang poiché hanno reso evidente l'incapacità della classe al potere di gestire la transizione dalla dittatura verso la modernità e la democrazia.

La sfida consiste nel garantire uguali diritti e doveri alle diverse realtà culturali e politiche locali. I *new media* hanno agito da catalizzatore tra le varie forze presenti associando giovani che già da anni si muovevano alla ricerca di spazi per promuovere il cambiamento. Questi elementi saranno qui esaminati per comprendere i cambiamenti in atto nei paesi toccati dal vento della rivoluzione a partire dalla visione degli attori socio-politici che le hanno promosse e che avranno un ruolo preminente in futuro.

Parole chiave: Cultura; Genere; Secolarismo; Educazione; Media

SAMIA MIHOUB

Faculty of Letters and Human Sciences
 Université de Sherbrooke, Québec, Canada
 Samia.Mihoub@USherbrooke.ca

Cyberactivism at the time of the revolution in Tunisia

In this paper, we examine the contribution of the social Web in the events that led to the fall of the regime of Ben Ali in January 14, 2011. We take an interest in cyberactivism during the revolution for thinking about the ways of writing and archiving of the collective memory of Tunisia. In addition, the role played by cyberactivists through censored social platforms and websites is especially surprising in the sequence of events leading to the collapse considering how strong was the repression. We study the tools, methods and procedures of the actions carried out by cyberactivists to bypass repression, highlighting how in social events the Web acted as a relay of information, a catalyst of contestation and, since January 15, 2011, an outlet of the trauma of Ben Ali's fall. We also investigate

about how coordination between the Web and the street took place in the mobilization of the protest. Finally, we reflect on the changing role of online activists in post-revolutionary Tunisia and the need to redefine their roles, their speeches and their goals. The debate about reclaiming the public sphere, a watermark of our analysis, permits to observe how the reconstruction process is at work. The learning of democratic public debate takes place in an context charged with conflict, tension and disagreements of various kinds.

Keywords: Revolution; Censorship; Public sphere; Tunisia; Social web

Il "cyberattivismo" al tempo della rivoluzione tunisina

In questo articolo si prende in esame il contributo del social web nella catena di eventi che porterà alla caduta del regime di Ben Ali, il 14 gennaio 2011. Il nostro interesse è rivolto al "cyberattivismo" al tempo della rivoluzione per riflettere sulle procedure di scrittura e archiviazione della memoria collettiva della Tunisia. Inoltre, il ruolo dei "cyber-attivisti" su piattaforme sociali e siti web censurati, è stato tanto più sorprendente nella sequenza degli eventi che hanno portato al crollo del regime quanto più forte era l'azione di repressione. Il nostro studio si concentra dunque sugli strumenti, le modalità e le procedure d'azione messe in atto dai "cyberattivisti" per bypassare le misure repressive. Questa analisi permette di evidenziare la funzione di trasmissione delle informazioni che il Web ha giocato in questi eventi, di catalizzatore di una parte della contestazione e, a partire dal 15 gennaio 2011, di sfogo delle reazioni seguite allo shock della caduta di Ben Ali. Ci siamo interrogati anche sulle modalità di coordinamento tra la rete e la strada nella mobilitazione della contestazione.

Infine, si è anche riflettuto sull'evoluzione del ruolo dei "cyberattivisti" nella Tunisia post-rivoluzionaria e sulla necessità di ridefinire i loro ruoli, i loro discorsi e i loro obiettivi. Il dibattito sulla riappropriazione della sfera pubblica, che appare in filigrana da questa analisi, permette di osservare il processo di ricostruzione che è in atto. L'apprendimento del dibattito pubblico democratico avviene in un contesto carico di tensioni e di divergenze di varia natura.

Parole chiave: Rivoluzione; Censura; Sfera pubblica; Tunisia; Social Web.

SEIMA SOUSSI
Département d'information et de communication
Université Laval
seima.soussi.1@ulaval.ca

How to make a revolution in the Internet age: The role of

the social media in the Tunisian revolution

The Tunisian revolution has surprised the whole world. First, because no one anticipated it. Second, because the overthrow of the dictatorial regime occurred in such a short time that the Tunisians themselves were amazed. To explain this phenomenon, the conclusion has emerged rapidly: Internet and specifically social media played an unprecedented role in the Tunisian revolution. Commentators, therefore, referred to it as «cyber-revolution», «Facebook revolution» or «2.0. revolution». However, after the fervor of events, analysts have changed their minds. Today, they tend to adopt a more nuanced tone and they relativize social media contribution to the popular protest movement.

For the Tunisian people, this revolution is basically a popular revolt against the social and economic injustice, a struggle for freedom and dignity. Yet, despite the rapid succession of events, a bloody repression took place. That is why considering social networks as the single explanatory factor of this protest movement is reductive. In the meantime, it's important to recognize the significant role they played in the information dissemination and the popular mobilization. The Tunisian revolution is therefore, the work of both protesters from the marginalized cities and neighborhoods who faced the police and also social media young users who challenged cyber censorship and joined the dissenters diffusing their cause into the entire world. During this popular uprising, Tunisians have changed their use of social media which have become a political activism tool.

Keywords: Cyber-activism; Cyber-revolution; Social media revolution; Online freedom of speech; Internet censorship

Come fare la rivoluzione nell'era di Internet: il ruolo dei social media nella rivoluzione tunisina

La rivoluzione tunisina ha sorpreso il mondo intero. Innanzitutto perché non era stata prevista da nessuno e in secondo luogo perché il rovesciamento del regime dittatoriale è avvenuto in tempi così brevi da stupire i Tunisini stessi. Spiegare questo fenomeno è semplice, poiché si arriva rapidamente alla conclusione che Internet e in modo particolare i *social media* hanno giocato un ruolo senza precedenti. Per questo motivo i commentatori hanno parlato spesso, in questo caso, di «cyber-revolution», di «Facebook revolution» o di «2.0. revolution». Tuttavia, dopo il fervore causato dagli eventi, gli analisti hanno cambiato opinione. Oggi tendono invece ad usare toni più sfumati e a relativizzare il contributo dei *social media* nel movimento di protesta popolare.

Per il popolo tunisino questa rivoluzione è fondamentalmente una rivolta contro l'ingiustizia economica e sociale, una lotta per la libertà e per la dignità. Una repressione sanguinosa della rivolta ha avuto luogo ancora

una volta anche a dispetto della rapida successione degli eventi. Questo è il motivo per il quale considerare i *social network* come l'unico fattore di questa protesta è riduttivo. Al tempo stesso, è importante riconoscere il ruolo significativo che hanno giocato nella diffusione delle notizie e nella mobilitazione popolare. La rivoluzione tunisina è perciò sia opera di dimostranti provenienti da città marginalizzate e dai dintorni che hanno affrontato la polizia sia di giovani utilizzatori dei *social media* che hanno sfidato la censura in Internet, unendosi ai contestatori e portando avanti la loro causa in tutto il mondo. Durante questa rivolta popolare i Tunisini hanno cambiato il loro modo di usare i *social media* che sono diventati strumenti di attivismo politico.

Parole chiave: Cyberattivismo; Cyber-rivoluzione; Rivoluzione dei *social media*; Libertà di parola *on line*; Censura in Internet

NABIHA JERAD
University of Tunis
nabiha.jerad@gmail.com

The Tunisian revolution: from slogans for democracy to language as power.

This article proposes that the Arab revolution is first and foremost a speech event. Drawing on the case of Tunisia where the revolution began, it examines the slogans of the revolution calling for "liberty" and "dignity" and other words that made History. Then, the article considers some semantic questions related to the Islamist/secularist dichotomy that has taken center stage since the revolution in the political debate for elections and where words became cultural stakes. And finally, it explores the emergence of the issue of the maternal language, colloquial Arabic as a political action challenging transition towards democracy that moves against the use of classical Arabic, as it excludes many Tunisians in Tunisia and more particularly in the diaspora.

Keywords: Slogans; Islamist; Secularization; Diglossia; Discourse analysis; Sociolinguistics

La rivoluzione tunisina: dagli slogan per la democrazia alle sfide della lingua.

Questo contributo analizza la rivoluzione araba in quanto evento linguistico. Esso si concentra sull'esempio tunisino, poi imitato nel resto della regione, per studiarne in primo luogo il potere di mobilitazione di slogan semplici e pragmatici che hanno espresso rivendicazioni politiche di *libertà* e di *dignità* e che hanno avuto risonanza in tutta la regione araba. Queste parole e le altre, che hanno raccontato e fatto la Storia, sono analizzate come

atti linguistici che hanno abbattuto la dittatura, mentre reclamavano con urgenza l'accesso alla democrazia. Il contributo analizza anche alcuni problemi semantici posti dai termini del dibattito politico in vista delle elezioni della Costituente e di cui la dicotomia «islamisti/laici-modernisti» è stata interpretata come una posta fondamentale della società. Infine, si riflette sul problema della lingua madre che ignora questo vocabolario politico, e che costituisce la prima sfida della democrazia in un caso come quello dell'arabo in cui la lingua ufficiale, *fusha*, esclude una buona parte dei Tunisini di Tunisia e della diaspora, rappresentati per la prima volta nella Tunisia della seconda repubblica.

Parole chiave: Slogans; Islamista; Secolarizzazione; Diglossia; Analisi del discorso; Sociolinguistica.

EMIR BEN AYED
emirbenayed@yahoo.fr

Struggles for freedom and dignity. A post-revolutionary account of a Tunisian photographer.

The text and the photos are a a posteriori subjective testimony of the author on the Tunisian revolution and its development, its causes and its actors as well as its outcome almost a year after its release.

Keywords: Revolution; Freedom; Tunisian youth; Dignity; Honor

Lotte per la libertà e la dignità. Testimonianze post-rivoluzionarie di un fotografo tunisino.

Questo testo e le foto sono una testimonianza soggettiva *a posteriori* dell'autore sulla rivoluzione tunisina, sul suo svolgimento, sulle cause, sugli attori e sui suoi esiti a quasi un anno dal suo scoppio.

Parole chiave: Rivoluzione; Libertà; Gioventù tunisina; Dignità; Onore

HABIB SAIDI
Département d'histoire
Université Laval (Québec)
habib.saidi@hst.ulaval.ca

Itinerary of the sudden death of a dictatorship. Tourism anger, corrupt facades and tourist revolution

This article looks at tourism and its link with the Tunisian revolution, both before and after it began. Consequently, the author adopts both a backward and forward looking perspective. In the first half, tourism is examined as one of

the major contributing factors to this revolution, especially as an economic sector that has been more beneficial for some regions than others, with all the social inequalities that engenders. In the second half, tourism is examined from the perspective of its potential to ensure Tunisia's progress in two ways: via a revolution in its tourism infrastructures and cultural potential, and by way of incorporating its new revolutionary image into its tourism. Accordingly, the article will discuss the aspirations for renewal in Tunisian tourism, which are being expressed in post-revolutionary discourse and museum exhibits.

Keywords: Tourism; Revolution; Dictatorship; Social inequalities; Crises

Itinerario della morte improvvisa di una dittatura. La reazione del turismo e la rivoluzione turistica

Questo articolo analizza le ripercussioni che sul turismo ha avuto la rivoluzione tunisina, sia prima sia dopo il suo inizio. Per questo motivo l'autore adotta una duplice prospettiva che guarda sia al periodo precedente la rivoluzione che a quello seguente. Nella prima parte del lavoro il turismo è visto come uno dei fattori che maggiormente hanno contribuito alla rivoluzione, soprattutto in quanto settore economico che, malgrado i disequilibri sociali che esso genera, ha portato più benefici in alcune regioni che in altre. Nella seconda parte il turismo è esaminato a partire dalla prospettiva del potenziale che esso assicura al progresso tunisino, in due modi: sia attraverso una rivoluzione delle infrastrutture turistiche e del potenziale culturale; sia attraverso l'inclusione di questa nuova immagine rivoluzionaria della Tunisia nel turismo. Infine sono discusse le aspirazioni di rinnovamento nel turismo tunisino, espresse nel discorso post-rivoluzionario e nelle esposizioni museali.

Parole chiave: Turismo; Rivoluzione; Dittatura; Disuguaglianze sociali; Crisi

PAOLA GANDOLFI
Dipartimento di Lettere, Arti e Multimedialità
Facoltà di Scienze Umanistiche
Università di Bergamo
paola.gandolfi@unibg.it

Ethnographies and fieldworks in Maghreb and in Morocco: before and after the "revolutions"

The Arab "revolutions" make us question about the dynamics of change, even the most complex and hidden ones, which have been ongoing in several Arab countries of the Mediterranean. As a matter of fact, only few ethnographic researches have been able to partially observe them. Here, we will focus on Maghreb, where the ongoing changes que-

stion us about the contribution of social and human sciences to the different modalities of observing and carrying out fieldwork, as well as to the multiple ways of narrating the complex heterogeneity and even the ambiguity of the contemporary context.

We propose to focus our attention on the Moroccan case study and especially on the history of social sciences in the Moroccan educational contexts, with the aim of grasping the complex interrelations between the history of these sciences and some key issues such as the weight of ideologies, the linguistic issue, the instrumental use of Islam, the conception of society behind the educational choices. In other words, we would like to observe the eternal relationship between research and politics, contextualising it in a specific national case. Within a historical perspective of the ethnographic research carried in Morocco, we will try to analyse some of the most recent works concerning the youngsters, their ways of expressing themselves, their artistic productions, the impact of the new media on their re-elaboration of the norms and on their daily behaviour, the emergence of social and political requests in connection with the lack of fundamental rights. Nowadays, some young Moroccan and Maghrebi researchers have chosen to observe the most recent ongoing events in Morocco and in Maghreb from inside and for many of them the theatres of the uprisings and of the demonstrations have become their fieldworks. Within this framework, we ask questions such as: what is actually changing in the subjects and modalities of their research, while such a fundamental socio-political change is going on?

All these issues refresh and renovate the debate between research and politics and oblige us to investigate the mobile relationship - within the Mediterranean area - between ethnographies and their fields, especially in contemporary Maghreb.

Keywords: Morocco; Social Sciences; Ethnographic revolutions; Anthropological research; Politics

Etnografie e lavori sul campo in Maghreb e in Marocco: prima e dopo le "rivoluzioni"

Le "rivoluzioni" arabe ci interrogano a proposito delle dinamiche di cambiamento, anche quelle più sotterranee e complesse, in atto da anni nei paesi arabi del Mediterraneo e che solo certe ricerche etnografiche hanno saputo parzialmente osservare. Il nostro sguardo si focalizza sul Maghreb, dove i processi di trasformazione in corso ci sollecitano sull'apporto delle scienze sociali e umane in rapporto alle modalità di osservare e di svolgere lavori sul campo, ma anche di narrare la complessa eterogeneità e ambiguità della realtà contemporanea. La proposta è allora di concentrarci sul caso marocchino e di ripercorrere la storia delle scienze sociali nei contesti di formazione, per scoprirne le complesse interrelazioni con alcune questioni chiave quali quella linguistica, l'uso

strumentale dell'Islam, il peso delle ideologie, i progetti di società nascosti dietro alle scelte educative e i principali processi sociopolitici. Tutti segni tangibili dell'etero rapporto tra ricerca e politica, che si concretizzano in uno specifico contesto nazionale. Partendo da una prospettiva storica dell'evolversi delle ricerche etnografiche in Marocco, si intendono analizzare alcuni dei lavori più recenti inerenti i giovani, le loro modalità di esprimersi e le loro produzioni artistiche, l'impatto dei nuovi media sulla riformulazione delle norme e sui comportamenti quotidiani, l'evolversi di alcune domande sociali e politiche in relazione alla mancanza di diritti fondamentali. Oggi, rispetto agli eventi più recenti in atto in Marocco e in Maghreb molti ricercatori hanno scelto di osservarli "dall'interno", i teatri delle rivolte e delle manifestazioni sono diventati terreno dei loro lavori sul campo. Come cambiano gli oggetti e le modalità di indagare con un così importante cambiamento del contesto sociopolitico? Tali interrogativi rinnovano il dibattito tra ricerca e politica (tra ricerca e centri di formazione alla stessa), invitandoci ad indagare il nesso mobile – all'interno dell'area mediterranea – tra etnografie e terreni su cui esse si realizzano, nei singolari contesti maghrebini contemporanei in divenire.

Parole chiave: Marocco; Scienze sociali; Rivoluzioni etnografiche; Ricerca antropologica; Politica

JONI AASI

Al-Istiqlal University, Birzeit University
ghadiaasi@gmail.com

Israel face to the Arab Spring: The power of popular movements

The Arab spring, defined in terms of popular mobilization against authoritarianism, represents primo a domestic change with regional impacts or with strategic implications at the regional level that can be described very well by the "end of the reduced siege". The trend of radicalization goes behind the cleavage radical and moderate regimes; it raises the fear from the emergence of a Sunnite majority's regime with a hegemonic position in the region. We are in presence of strategic thought of "Sykes-Picot style" (the cleavage minority and majority regimes). In the second place the Arab spring indicates a mobilization against the non-representation of the interest of the majority of citizens in the political map. By attacking the large gap between the governed and the governing, the Arab spring is a regional event. The mobilization of popular movements in the Arabic world has offered a repertoire of collective actions to be imitated by Palestinians and Israelis. Here, the Arab spring and in ideological terms provides an opportunity for the Pax democratica. The movements of protest in Israel can contribute to the integration of Israel in the region out of its "state of siege". But for the realization of that,

changes have to be effectuated also at the level of political symbolism of the Arab-Israeli conflict reflected in "essentialist" approach to Israeli democracy.

Keywords: Arab spring; Popular movements; Radicalization; Reduced siege; Democratization; Political symbolism

Israele di fronte alla Primavera araba: la forza dei movimenti popolari

La primavera araba, definita in termini di mobilitazione popolare contro l'autoritarismo, rappresenta innanzitutto un cambiamento interno con impatti regionali o con implicazioni strategiche a livello regionale che può essere descritto in modo efficace dalla "fine dell'assedio ridotto". La tendenza alla radicalizzazione è conseguenza della scissione tra regimi radicali e moderati che solleva dal timore dell'insorgere di un regime a maggioranza sunnita, con una posizione egemone nella regione. Siamo in presenza di pensiero strategico alla "Sykes-Picot" (scissione tra regimi di maggioranza e di minoranza). In secondo luogo, la primavera araba indica una mobilitazione contro la mancata rappresentazione degli interessi della maggioranza dei cittadini nello scenario politico. Si tratta di un evento regionale nella misura in cui si oppone al grande divario tra governati e governanti. La mobilitazione dei movimenti popolari nel mondo arabo ha offerto agli Israeliani e ai Palestinesi un repertorio di azioni collettive da imitare. In questo contesto, la primavera araba offre, in termini ideologici, un'opportunità per la Pax democratica. I movimenti di protesta in Israele possono contribuire all'integrazione di Israele nella regione fuori dal suo "stato d'assedio". Ma per la realizzazione di questo obiettivo, i cambiamenti devono essere operati anche a livello del simbolismo politico del conflitto arabo-israeliano che si riflette nell'approccio "essenzialista" alla democrazia israeliana.

Parole chiave: Primavera araba; Movimenti popolari; Radicalizzazione; Assedio ridotto; Democratizzazione; Simbolismo politico